



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

**RETRAIT DU PROJET DE « LOI TRAVAIL » !**

**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE,  
ON VEUT ET ON VA GAGNER !**

**BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 7 avril 2016**

Jeudi dernier, à l'occasion de la journée de mobilisation du 31 mars, près d'un million de personnes sont descendues dans la rue, à Paris et dans 260 villes du pays, pour manifester leur rejet de la « Loi travail ».

Elles se sont mobilisées, bien plus nombreuses que le 9 mars, malgré la désinformation orchestrée par les télévisions et les radios.

En effet, il y avait été surtout question d'« incidents avec des casseurs » et non des violences policières inacceptables qui, en plusieurs endroits, ont tenté d'intimider les manifestants, en particulier les jeunes. Comme ce lycéen parisien tabassé par un flic, alors qu'il était maintenu par d'autres policiers.

Mais rien de cela n'a découragé tous ceux et celles qui voulaient crier haut et fort qu'ils et elles resteraient mobilisés jusqu'au retrait de la « Loi Travail ».

### **Jeunesse révoltée, salariés en colère**

Le gouvernement espérait que la mobilisation serait moins importante.

De nombreux établissements scolaires à Paris avaient même été fermés pour tenter de décourager les lycéens de manifester. Et surtout, il avait lâché sa police lors des précédentes manifestations, multipliant gazages, matraquages et arrestations.

Le nombre de salariés du privé et du public a également doublé par rapport au 9 mars. Les manifestants, dans les cortèges syndicaux CGT, FO, Solidaires ou FSU – et il y avait même des sections ou des militants de la CFDT ou de la CFTC qui refusent l'accord de leur direction avec Hollande et Valls – ont crié tout autant les slogans contre la « Loi Travail » que ceux dénonçant l'entière responsabilité d'une politique gouvernementale au service du patronat.

Et une « première » depuis cette énorme manifestation, plusieurs centaines de personnes ont répondu à l'appel « *Nuit debout* » pour occuper chaque nuit la Place de la République à Paris et y tenir des assemblées et des débats, renforçant encore le climat de contestation.

### **Stoppons le gouvernement PS-MEDEF**

Par contre, ce gouvernement qui a ordonné dans toutes les villes une énorme présence policière, avec provocations, gazages, matraquages contre les jeunes et les travailleurs reste plein d'égards pour les plus riches et le patronat.

Au lendemain des manifestations du 31 mars, une nouvelle baisse des cotisations d'allocations familiales payées par les entreprises est entrée en vigueur.

Cet allègement des cotisations patronales porte à 33 milliards d'euros les cadeaux aux entreprises pour 2016, lesquels devraient atteindre 41 milliards d'euros annuels en 2017, dont 19 milliards d'euros pour le seul Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE).

De l'argent distribué soi-disant pour inciter le patronat à créer des emplois, mais qui en réalité ne fait que gonfler les profits et les dividendes des actionnaires. Ce gouvernement est d'autant plus arrogant et agressif à l'égard de la population qu'il est servile à l'égard du MEDEF.



### **Ils ont les milliards, mais nous sommes des millions**

Les organisations de jeunesse et l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires ont annoncé une nouvelle journée de mobilisation le samedi 9 avril.

L'occasion pour ceux et celles qui sont restés en dehors de la mobilisation d'y prendre aussi leur place. Et pour tous, le moyen d'étendre et de renforcer le mouvement.

Jamais encore ce président et ce gouvernement n'avaient été aussi faibles. Hollande a dû reculer, abandonner son projet de déchéance de la nationalité et annuler sa réforme constitutionnelle. Imposons-lui maintenant le retrait de la loi Travail.

**Dans la rue, par la grève, par la préparation du blocage de l'activité économique, nous avons les moyens de contraindre ce gouvernement à abandonner son projet de loi.**

**Ce sera un premier pas pour inverser le rapport de force en notre faveur et mettre un coup d'arrêt à la régression sociale et démocratique.**

## **PSA ET RENAULT : DEUX CARLOS À LA FÊTE !**

Carlos Tavares, PDG de PSA depuis moins de deux ans, va toucher 5,24 millions d'euros pour l'année 2015, le double de ce qu'il avait touché l'année dernière. Il gagne donc 14 500 euros par jour, samedi et dimanche compris. Certains parlent de salaire pour Tavares. Mais ce qu'il touche n'a rien à voir avec un salaire : son pognon est pris sur les profits de PSA, obtenus par le seul travail des ouvriers et de tous les autres « vrais » salariés. Eux n'ont obtenu que 8 euros nets par mois.

En gros et en détail, c'est le vol de notre travail. Mais si ce que vient de toucher Tavares indigné et sonne comme une provocation, rappelons que c'est la règle dans leur monde de grands patrons. Carlos Tavares, PDG de PSA, est encore très loin derrière Carlos Ghosn, le patron multibancs de Renault et de Nissan, aux 10 millions d'euros par an !

Et quand Gattaz – président du MEDEF – ose déclarer: *"Il faut savoir récompenser la réussite. Il faut saluer et féliciter Carlos Tavares"*, il rappelle seulement que la société est toujours divisée en classes, ceux et celles qui travaillent, et ceux qui ne réussissent qu'en exploitant les autres.

## **LOI TRAVAIL : UN RETOUR 100 ANS EN ARRIÈRE**

Dans un ouvrage sur les relations du travail publié en 1988 par François Weiss, on trouve un extrait du règlement intérieur des usines Renault en 1906 : « *Art. 7 : Débauchage : Les ouvriers pourront quitter la Maison une heure après avoir prévenu le contremaître. Réciproquement, la Maison se réserve le droit de remercier sans indemnité les ouvriers en les faisant prévenir par le contremaître une heure d'avance* ». En lisant cela, on comprend mieux le titre officiel du projet de loi « Travail » de Hollande : « *Projet de loi visant à instaurer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs* ». Plus de liberté et de protection pour les « entreprises » en particulier. C'est on ne peut plus clair !

## **MERCI PATRON !**

Jeudi 17 mars, un prestataire travaillant au Technocentre a été placé en « mise à pied conservatoire » et viré sans délai des locaux de Renault. Son crime : avoir contacté par mail, depuis chez lui et avec son adresse personnelle, les syndicats de Renault pour faire la pub de « Merci Patron ! », ce film qui dénonce les licenciements du groupe LVMH et tourne en ridicule son PDG, Bernard Arnault, ainsi qu'un responsable de la sécurité. Comment ce mail est-il parvenu à la direction du Technocentre ? Mystère. En tout cas, dès le lendemain, elle a ordonné à l'entreprise prestataire de reprendre le badge de ce séditieux personnage. Depuis, son patron le menace de licenciement. Tout ça est évidemment totalement illégal. Mais oser vanter un film qui s'en prend efficacement à un patron est apparemment devenu insupportable au Technocentre de Carlos Ghosn !

## **PARADIS FISCAUX ET FRAUDE FISCALE : AU CŒUR DU CAPITALISME**

Face à l'affaire des « Panama Papers », politiciens et médias aux ordres font mine de s'offusquer. Cela fait pourtant des années que des ONG et d'autres dénoncent le scandale des paradis fiscaux. La fraude à l'impôt pratiquée par des entreprises au profit de leurs actionnaires, par des chefs d'Etat ou des particuliers fortunés emplit leurs poches de milliards, alors qu'on impose austérité et sacrifices aux populations.

En France, en 2013, le syndicat Solidaires Finances Publiques évaluait le manque à gagner entre 60 et 80 milliards : plus que le budget de l'Education Nationale.

Une fraude inhérente à la logique capitaliste : son moteur est le profit, son carburant l'exploitation des salariés. On veut nous faire croire que les richesses ainsi accumulées sont nécessaires à l'investissement et à l'emploi. La fraude, l'évasion, l'optimisation fiscale nous montrent bien le contraire. Face à l'indignation légitime, on va nous refaire le coup des « brebis galeuses ». Mais c'est du système lui-même qu'il faudrait se débarrasser.

## **« PANAMA PAPERS » : LE FRONT NATIONAL ÉCLABOUSSÉ**

Parmi les personnalités mises en cause, le journal *Le Monde* cite Jean-Marie Le Pen et deux proches de Marine Le Pen : Frédéric Chatillon, et Nicolas Crochet. Le Pen père pour la société off-shore créée à l'aide de son majordome, en vue de dissimuler une partie de sa fortune. Les seconds pour un montage ultra-sophistiqué de dissimulation d'avoirs financiers en Asie et dans les Caraïbes.

Pour un parti habitué à dénoncer tous les autres comme des « pourris », avec le slogan « *mains propres et tête haute* », cela fait plutôt tache.

Alors, les dirigeants du Front National dégagent en touche. Philippot rappelle que JM Le Pen a été exclu du FN en 2015. De son côté, Nicolas Bay, secrétaire national du FN, considère que le scandale « *concerne la société Riwal* », propriété de Frédéric Chatillon, un simple « sous-traitant » du parti pour sa communication au moment des élections. Le FN en tant que tel ne serait donc « *pas du tout mis en cause dans cette affaire* ».

Une ligne de défense qui semble prendre les gens pour des imbéciles.

### **MAIL POUR NOUS CONTACTER :**

[nparenaultcleon@gmail.com](mailto:nparenaultcleon@gmail.com)

site national du NPA: [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

site NPA agglomération Rouen: [www.npa76.org](http://www.npa76.org)

### **LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA** [www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique